



SOLIDARITE DES VOLONTAIRES POUR L'HUMANITE

Siège social : Baraka, Sud-Kivu, RDC

Tél : (+243) 973672847, (+243) 812932679

E-mail : ong_svh@yahoo.fr; www.svh-rdcongo.org

ANALYSE POLITIQUE DE LA SITUATION EN RDC

01. Processus du dialogue sous Edem Kodjo émissaire de l'Union Africaine

La question de fin du mandat du président Joseph KABILA et le processus d'alternance politique au pouvoir préoccupe les Congolaises et Congolais ainsi que les Etats et institutions amis, partenaires de la RDC. Comment arriver à trouver une voie de sortie consensuelle vers l'organisation d'élections apaisées, crédibles et transparentes? L'Union Africaine avec l'aval du président Joseph KABILA a tenté de réunir sous la facilitation d'Edem Kodjo les acteurs politiques de la majorité et alliés, de l'opposition principalement autour de l'Union pour la Nation Congolaise et la société civile dans un dialogue direct, un accord a été signé le 18 Octobre à Kinshasa. Cet accord a conduit à la formation d'un gouvernement de transition avec à sa tête Samy BADIBANGA.

02. Une frange de l'opposition politique radicale rejette ce dialogue

Les regroupements politiques entres autres le Rassemblement des forces acquises au changement, le Front pour le respect de la Constitution ; l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social UDPS...appuyé par les mouvements citoyens LUCHA et FILIMBI et une frange de la société civile ayant rejeté en bloc les conclusions de ce dialogue ont estimé nécessaire de convoquer selon leur propre terme un vrai dialogue ; profitant d'une pression limitée de l'Union Africaine par manque de fermeté et de moyens financiers ; l'Union Européenne et les Etats Unis, pour raison de la promotion de l'inclusivité, de la démocratie et de l'Etat de droit ont rehaussé le ton jusqu'à obtenir le dialogue en cours.

03. Processus du dialogue sous l'égide de la CENCO

Avec l'aval du président Joseph KABILA les évêques membres de la Conférence Episcopale de l'Eglise Catholique ont intensifié les contacts qui ont abouti à la participation des poids lourds de la majorité présidentielle et de l'opposition, y compris l'opposition radicale dans des discussions qui ont commencé mi-Décembre 2016 à Kinshasa.

04. Le 19.12.2016 : manifestations et répressions violentes

Une forte manipulation, une forte propagande caractérisée par la rumeur sur la reprise de la guerre en cas de résistance de Joseph KABILA à céder le pouvoir au peuple, sur les prophéties religieuses en faveur de telle communauté contre telle autre, sur le sentiment d'autodéfense a rapidement réchauffé les esprits surtout au sein des groupes armés, des jeunes civils quelques jours avant le 19.12.2016, a provoqué des déplacement des populations rurales vers des villes présumées calmes, vers les Pays voisins notamment l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie...), et donc toute éventualité était déjà fort probable avant cette date fatidique. Les facteurs d'atteinte à la liberté de la presse, d'intimidation et attaque des défenseurs des droits humains et journalistes indépendants, de coupure des signaux de certains médias dans le souci de faire taire toute opinion qui prône le changement, de barrer la route à la Démocratie et à l'Etat de droit ne sont venus que renforcer la paniquer et la violence, les manifestations et les répressions violentes :

Statistiques datant du 23.12.2016 voici le chiffre du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme BCNUDH Kinshasa : bilan de 40 morts essentiellement dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Boma et Matadi ; 107 Blessés dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Matadi, Beni ; 460 arrestations des membres de l'opposition, des défenseurs des droits humains, des journalistes, des membres des mouvements citoyens et autres acteurs de la société civile dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Matadi, Beni, Bukavu.

05. Situation après le 19.12.2016

Sur le plan socio politique : La diffusion du gouvernement Samy BADIBANGA quelque temps avant minuit du 19 Décembre 2016 est un acte qui est venu dépasser le vide institutionnel et permettre aux Congolais de recouvrer le principe de la continuité de la vie publique. Ceci a joué sensiblement dans la stabilisation des rumeurs qui allaient dans tous les sens et qui avaient déjà gagné les rues sur l'étendue nationale.

La volonté des parties à poursuivre le dialogue sous la facilitation de la CENCO est un souffle qui continue à donner de l'espoir aux congolais moyens, aux politiciens de l'opposition même parmi les radicaux.

Les Concessions déjà enregistrées dans le camp de la majorité en ce qui concerne la non poursuite de certains leaders politiques poursuivis pour des motifs politiques ou leur libération pure et simple comme Moïse KATUMBI, Floribert ANZULUNI, Diomi NDONGALA avec une longue liste sous examen au cas par cas est de nature à décrier la tension politique.

Les conclusions du dialogue en cours que j'espère aboutir à un accord tôt ou tard seront de nature à intégrer les préoccupations des uns et des autres, pourraient influencer des changements significatifs dans le fonctionnement des institutions au niveau national et provincial (Gouvernements, Commission Electorale Nationale Indépendante CENI...), sur le processus électoral.

Cependant la radicalisation de certains acteurs influents de la majorité sous sanctions de l'UE, de l'opposition fragmentée en quête des postes de responsabilité, la Solidarité régionale des chefs d'Etats (Burundi, Rwanda, Ouganda, Congo Brazzaville, Gabon...) qui se retrouvent dans une situation politique similaire à la RDC sont des défis de taille, sans oublier le fait que la nouvelle donne de partenariat des Etats de la région des Grands-Lacs avec la Chine, la Russie mène vers une résistance politique face à la pression des pays Occidentaux traditionnellement décisive par exemple au Burundi avec la Belgique, en RDC avec les Etats unis et alliés, cette situation mérite des interrogations, méritent d'être intégrée dans le cadre légal ; dans le cadre des relations diplomatiques internationales avec les Etats de la région.

La Gestion de la transition s'annonce extrêmement difficile en RDC :

Dans le camp de l'opposition en début des négociations en cours sous l'égide de la CENCO, le Mouvement de Libération du Congo MLC a claqué la porte un moment pour réclamer plus de places à ses délégués, 5 au lieu de 3, n'est-ce pas d'abord pour ses intérêts ? Il a fallu des tractations pour les ramener sur la table. Pour sa part l'UDPS développe toujours sa tendance traditionnelle d'être le leader principal de l'opposition, de prétendre jouer le rôle de personne morale de l'opposition ; bien entendu cela ne va pas sans avantages visés alors que le rassemblement regorge des grands politiciens influents pas faciles d'accepter toute instrumentalisation dans ce sens ; il se dessine une possibilité de dissension.

Dans le camp de la majorité il s'observe un malaise sérieux, chaque formation politique veut retrouver son compte, ce qui a retardé la publication de l'équipe du gouvernement Samy Badibanga, observation qui explique le nombre très élevé des ministres, un gouvernement budgétivore. Ce malaise sera renforcé lorsqu'il va s'agir d'appliquer l'inclusivité dans la composition du gouvernement de large union nationale, au niveau

national et provincial ; dans la CENI et autres institutions d'appui à la Démocratie. Il se dessine aussi une possibilité de dissension.

En toute responsabilité, les acteurs politiques, les partenaires de la RDC doivent prendre le relai horizontal d'expliquer à la population par les canaux efficaces sur les démarches complexes de l'évolution politique en RDC ; ses hauts et ses bas ; parce que le manque d'informations fiables reste le défi le plus redoutable dans ce Pays...

La cohésion nationale étant en jeu, les conflits de compétences imminents, le rôle important de l'organe de suivi des dispositions de transition est capital et demande l'implication des responsables politiques de la majorité, de l'opposition et de la société civile à forte personnalité morale, l'inclusion des membres de la communauté internationale neutres et expérimentés.

Sur le plan socio économique

La question de la manipulation des groupes armés par les acteurs politiques surtout à l'Est de la RDC sur base des considérations socio ethniques, identitaires défie le tissu économique des communautés rurales dans ce sens que leur objectif principal demeure l'accès et le contrôle du pouvoir, des terres et des ressources naturelles. Cette situation maintient la population rurale dans une peur permanente ; ce qui réduit sa motivation à travailler de grosses étendues de terres pour non seulement assurer l'économie des familles mais également commercialiser la production, ce qui rend la production agricole et commerciale de plus en plus maigre et ses conséquences socio économiques énormes ; le secteur privé étant le plus affecté. A cela s'ajoute l'Inflation monétaire, la chute de la valeur monétaire sur le marché.

Dans un processus caractérisé par des institutions intérimaires, la RDC court de gros risques dans la signature des contrats financiers opaques multisectoriels avec des entreprises, des fournisseurs des services qui, au lieu de servir le trésor public risquent de nourrir des réseaux maffieux déjà très développés, des poches des hauts responsables qui redoutent des changements éventuels pouvant s'opérer à tout moment à leur défaveur ; même chose sur les possibilités potentielles d'évasion fiscale, d'évasion des fonds dans les régies financières et services Etatiques générateurs des recettes ; pour ne citer que cela.

Sur le plan socio culturel

La volonté des parties à poursuivre le dialogue est un atout sur lequel bâtir des efforts de rapprochement et de réconciliation. Cette attitude part des leaders politiques qui derrière eux s'aligne de millions de membres de communautés qui suivent par moments des ordres émanant de Kinshasa et de province. Parallèlement d'autres leaders politiques manipulent les leaders communautaires à la base vers la polarisation du clivage Est-Ouest qui a été senti depuis le premier round du dialogue jusqu'à présent. Par La force de la propagande à la diabolisation et à la haine ethnique, par la manipulation et l'incitation des jeunes à la culture de la violence à travers la promotion et l'émergence des groupes armés locaux (Mai Mai Yakutumba, Mai Mai Simba, Mai Mai Mazembe, Nyatura, Gumino...) et étrangers (ADF-NALU, FDLR, FNL) qui sont souvent connectés ; les relations intercommunautaires fragiles trouvent par conséquent des espaces fertiles pour cristalliser les conflits.

Par exemple au Sud-Kivu : les cas du conflit Bafuliuru-Barundi dans la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira, du conflit Babembe-Banyamulenge dans le territoire de Fizi... au Nord-Kivu : le cas du conflit Nande-Hutu au sud Lubero sont amplifiés de plus en plus. Ceci vient compliquer la question complexe de la gestion des mouvements migratoires qui sont réguliers dans toute la partie Est de la République Démocratique du Congo entre les résidents-les migrants, les déplacés, et les réfugiés.

